

Aller aux élections mais dans quelles conditions !

La division de l'UDPS profite-t-elle au PDSC ?

La tension a baissé d'un cran au Sud-Kivu après la nomination de Birindwa comme Premier ministre. Le langage populiste voire incendiaire a fait place aux déclarations réalistes. La Mouvement présidentielle a même droit de cité. L'intolérance et le radicalisme propre à l'opposition de l'Union sacrée. Pourtant, le débat tourne autour d'une question aussi capitale que déterminante pour la démocratie naissante au Zaïre : les élections. Faut-il aller vite aux élections ? Tout le monde et toutes les tendances confondues sont unanimes pour la première fois. Mais les conditions divergent. Jua a interrogé les leaders du Sud-Kivu pour en savoir plus. Pour ceux de l'UDPS où une certaine confusion régnait, le calme semble revenir au sein de ce parti dont les dirigeants ne semblaient pas émettre sur la même longueur d'ondes que la base. Le secrétaire national, ont répondu aux questions de Jua sur leur séjour à Kinshasa et sur leur position vis-à-vis du gouvernement Birindwa. A l'UDPS, de sa carrière politique : M. Biringanine, qui a été conquis pour avoir défendu Birindwa par les badauds à la Place Lumumba de la zone de Bagira, a eu la vie sauve qu'en se réfugiant au "Ghetto", un bar populaire du coin avant de prendre nuitamment la clé des champs. Cependant, la déclaration de M. Jean-Pierre Biringanine, lui extorquée sous menace, a été rendue publique par l'intéressé qui promet ainsi de ne pas soutenir un gouvernement issu de la conclave. C'est-à-dire celui que dirige M. Birindwa. Signalons qu'un confrère kinois "la Référence Plus" n° 165 du 13 mai dernier parle de deux géants aux pieds d'argile - Me Guhanika et le professeur Magabe - qui ont violé leurs paroles d'honneur. Ce dernier, écrit "Référence Plus", a soutenu sur Télé-Zaïre le Premier ministre Faustin Birindwa. Rentré à Bukavu, il a vite regagné les rangs de l'Union sacrée radicale.

Chimanuka du PDSC défie les forces du statu quo

Jua : Etes-vous, avec votre parti politique, prêt à aller aux élections, très prochainement ?

Chimanuka : Oui, le PDSC est prêt à aller aux élections pour confondre, une fois pour toutes et par la voie des urnes, les forces acquiescentes au statu quo. Mais auparavant, il faudra s'assurer que la sécurité des électeurs sera garantie ; que la fraude, sous toutes ses formes, sera évitée et que tous les acteurs politiques se soumettront au verdict des urnes après les élections.

Jua : Les préalables au niveau national et provincial ?

Chimanuka : Les préalables pour la réussite de ces élections sont autant des stratégies d'ordre purement organisationnel qui garantissent deux choses : Sécurité et Transparence. Mais, étant donné la crise de confiance qui règne entre le peuple et les tenants actuels du pouvoir suite au refus de ces derniers de s'impliquer dans la dynamique du changement, cette initiative ne saurait être laissée entre les mains de ces gens dont l'objectif semble de tout braver, même la volonté du peuple, pour se maintenir au pouvoir. C'est la raison pour laquelle nous estimons, qu'en vue d'assurer la sécurité de la population électorale et d'assurer des élections qui soient transparentes, il est nécessaire que les élections soient organisées par la Commission nationale des élections tel que prévu par la CNS. Pour ce faire, les Nations Unies aideraient :

- en apportant une aide matérielle à cette commission ;
- en supervisant et en contrôlant les opérations électorales ;
- en mettant sur pied des mécanismes appropriés (intervention d'une force d'interposition par exemple) pour que soient évitées les intimidations et les oppressions diverses à la population ;
- en s'assurant, par des mécanismes appropriés, que le verdict des urnes après le vote sera accepté par tous les acteurs politiques sans exception.

Jua : Faut-il nécessairement des observateurs étrangers ?

Chimanuka : Etant donné tout ce qui précède, il va dans la logique des choses et dans l'intérêt du peuple que les observateurs étrangers soient témoins du bon déroulement de ces opérations électorales. Ceci ne veut pas dire que la population locale ne

doit pas se préparer et s'organiser pour garantir la transparence de ces élections, bien au contraire les étrangers ne pourront que renforcer les dispositions préalablement prises par la population locale.

Jua : Lequel de deux gouvernements organisera les élections ?

Chimanuka : De par même ses convictions morales et sa doctrine, le PDSC est un parti politique qui place avant toute chose l'intérêt supérieur du peuple. Ainsi continue-t-il à souscrire, avec la majorité du peuple congolais, aux décisions et recommandations de la CNS. Par conséquent, il ne se reconnaît que dans le gouvernement qui a la confiance du peuple, qui a été élu à la CNS et qui est soutenu par le HCR. S'agissant des négociations en cours, elles ne pourront faire la préoccupation du PDSC que si ses conclusions sont acceptées par tous, c'est-à-dire si elles vont dans l'intérêt réel du peuple, un peuple meurtri et fatigué d'assister à des mises en scène montées régulièrement par certains politiciens en mal du pouvoir pour le pouvoir.

Pour le PDSC/Sud-Kivu
Ferdinand Chimanuka N. N.
Président provincial

Magabe de l'UDPS :
"La population attache une importance à ma personne..."

Jua : Etes-vous, avec votre parti, prêt à aller aux élections ?

Magabe : Pour répondre à votre question, il faut savoir que les élections sont incontournables dans un régime qui se veut démocratique. C'est la seule voie de mettre de l'ordre dans les ambitions individuelles. Sans élections libres tout me semble arbitraire, une jungle dans laquelle la loi de plus fort domine. Personnellement, et c'est la position de l'UDPS/Sud-Kivu, je suis prêt à aller aux élections pour mettre fin à cet imbroglio politique qui exacerbe le pays. Néanmoins, il n'est pas question d'aller les yeux fermés ; certaines conditions minimales sont requises pour éviter de tomber dans un piège car dans beaucoup de "démocraties" africaines les élections sont la maille d'un filet qui emporte l'opposition. Voyez ce qui s'est passé au Cameroun, au Burkina-Faso, au Kenya et ailleurs. Refuser d'aller aux élections c'est tout simplement reconduire la dictature ; mais cette fois une dictature voilée qui sera accréditée

par le monde extérieur désireux de rentrer vite exploiter les richesses du Zaïre

Jua : Quels en sont les préalables ?

Magabe : La réussite des élections est tributaire de plusieurs facteurs qui peuvent être considérés comme des préalables à savoir la paix, la liberté du choix individuel et le cadre juridique. Il n'est pas possible de réussir un scrutin organisé dans un climat de tension, de haine tribale, d'intolérance, etc... En effet, il me semble qu'il est prioritaire de calmer les esprits et de respecter les droits de l'homme. Cela n'est possible que si les acteurs politiques zaïrois privilégient l'intérêt du peuple - pauvre peuple - en acceptant de renoncer ne fût-ce que momentanément à leurs ambitions personnelles. Je ne vois pas comment se dérouleraient les élections si psychologiquement on n'est pas prêt à en accepter le verdict. Les élections, au sens indiqué ci-haut, supposent que chaque citoyen est responsable de son choix ; c'est-à-dire qu'il n'y a pas de contrainte, de pression en faveur de tel ou tel candidat. Le grand travail à faire, et que beaucoup de partis politiques relèguent au dernier plan, est la préparation du terrain par la conscientisation des paysans qui représentent à peu près 80 % de la population. Nous intellectuels, commettons souvent l'erreur de croire que nos idées sont absolument partagées par tous et lorsqu'une opinion domine en ville nous avons tendance à croire que tout le pays suit. Si nous continuons à ignorer la majorité, c'est-à-dire les analphabètes, nous risquons d'aller aux élections avec des logiques différentes. Bien entendu, tout cela sous-entend l'existence d'un cadre juridique accepté par tous pour servir de référence d'organisation et d'interprétation.

Jua : Faut-il absolument des observateurs étrangers ?

Magabe : Tout dépend de leur nombre et de leur distribution à travers le pays. Les observateurs ont l'avantage d'accorder un crédit aux résultats dans la mesure où ils sont capables de sauvegarder la neutralité. Toutefois, il ne faudrait pas s'y tromper. Une confiance aveugle aux observateurs étrangers risquerait de priver le peuple de ses compétences, celles de protéger la démocratie pendant les élections en participant à toutes les actions que le processus implique (recensement, vote, dépouillement, etc...). Et si les observateurs n'étaient pas neutres ?

Jua : Lequel de deux gouvernements organisera les élections ?

Magabe : On parle effectivement des deux gouvernements. Lequel de deux organisera les élections ? Je crois que l'essentiel n'est pas de savoir aujourd'hui qui organisera les élections. L'essentiel me semble plutôt de savoir si le terrain est suffisamment balisé pour permettre le déroulement du scrutin libre. En tant que responsable d'un parti politique, l'essentiel pour moi est de savoir si toutes les chances sont de notre côté pour remporter la victoire finale. Car en fait quelle sera la fierté d'un parti qui sous tel ou tel gouvernement aura échoué aux élections ? Je pense qu'il est temps de relever le débat politique et de cesser de se rendre prisonnier de tel ou tel acteur politique. Même en politique, et surtout en politique zaïroise aujourd'hui, il faut absolument une indépendance d'esprit capable d'évaluer à tout instant la situation et d'adopter un comportement conséquent.

Jua : Que dire de votre voyage de Kinshasa ?

Magabe : Merci de me poser cette question sur mon voyage à Kinshasa car il a fait couler beaucoup d'encre et a donné lieu à des spéculations. Je remercie d'abord les combattants et la population du Sud-Kivu qui ont montré à travers ses commentaires et mêmes ses craintes qu'ils attachent une importance à ma modeste personne. Je les exhorte à demeurer confiants et à ne pas se laisser manipuler. Nous sommes du Sud-Kivu et nous devons tout faire pour sauver notre province du péril ; économique, péril politique pour lequel nous devons être bien informés, nous devons être capables de lire les signes de temps. Pour revenir au voyage et même à mon bref séjour à Kinshasa, disons qu'en tant que responsable j'étais à la recherche des éléments d'appréciation de la situation politique actuelle ; je les ai apportés au comité fédéral. Les adversaires politiques et les tenants du statu quo au Sud-Kivu ont cru le moment venu pour effacer Magabe de la scène politique en se livrant à une production lyrique de tout genre. Aujourd'hui l'opinion se souvient que quand Tshisekedi rencontre Mobutu, il ne rentre pas pour autant mouancier, et la base ne lui prête pas des intentions malveillantes.

Pour l'UDPS/Sud-Kivu
Jean Charles Magabe
Président fédéral

Ndume de l'UDPS :
"Le silence de Biringanine et Magabe a profité au PDSC"

Après leur séjour kinois du mois d'avril dernier, MM. Jean-Pierre Biringanine et Jean Charles Magabe, respectivement membre du comité national et président fédéral de l'UDPS au Sud-Kivu, ont gardé un mutisme qui étonne plus d'un combattant à Bukavu.

Certains ont, le dimanche 23 mai dernier dans la zone urbaine de Bagira, séquestré le volubile Jean-Pierre Biringanine qui est traqué de partout. Cela l'empêche de dormir sur ses deux oreilles.

Jua est allé recueillir auprès de M. Thomas d'Aquin Ndume Ngama, président sous-fédéral de ce parti dans la ville de Bukavu, ses opinions sur ce voyage à problèmes du tandem Magabe-Biringanine et sur le kidnapping de ce dernier. Intégralement ci-dessous les déclarations de M. Ndume.

"Nous ne pouvons pas soutenir un gouvernement fantôme, non issu du HCR et non accrédité par le mandat du peuple. Cette position a été prise il y a longtemps par toute notre fédération de l'UDPS/Sud-Kivu. Quant au voyage de deux cités ci-haut, je suis convaincu qu'il a profité à notre parti du fait qu'ils ont apporté des informations du parti au niveau national, levé le flou qui existait sur l'exclusion du secrétaire national Faustin Birindwa et ébauché les possibilités d'une nouvelle stratégie qui nous amènerait à la victoire définitive. A part, bien sûr, le silence qui a profité à certains partis politiques tels que le PDSC. Il n'y a pas de place au sein de l'UDPS, parti unique et indivisible, pour tous ceux qui iraient en dehors des institutions du parti en défendant un individu ou un groupe d'individus. Nous leur demandons de s'isoler de nous, très tranquillement, sous peine de subir le courroux de la population en détresse".

"Enfin, s'agissant de la séquestration de M. Biringanine, je considère cela comme un incident malheureux que nous déplorons tous. Car, notre parti prône la non-violence et la liberté d'expression. Les enquêtes se poursuivent pour connaître les agresseurs. Je doute fort qu'ils soient des combattants de notre parti dont je connais la maturité politique. Nous gardons néanmoins notre option : le radicalisme total et pur".

Propos recueillis par
Imata Dévon
(Suite en page 12)

Déclaration
Le Gouvernement
du Congo-Kinshasa
ayant pour
schéma du HCR est un
gouvernement illégal et
fantôme
Je continue à
la négociation de
l'indépendance pour
le peuple Zaïrois.
Fait à Bukavu, 23/5/93
Philippe Biringanine

Le fac-similé de la déclaration signée sous menace par Biringanine à Bagira